

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France

BP 392
57370 Phalsbourg

Références : IC-R/069/26-AL/SL
Code AIOT : 0005105407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement FM France implanté Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0005105407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France est spécialisée dans l'entreposage de produits de grande consommation, de matières combustibles et dangereuses dont notamment des générateurs d'aérosols. Les principaux clients présents sur l'implantation de RESSONS SUR MATZ sont :

- CARREFOUR,
- HENKEL (colles),
- L'OREAL (cosmétique), aérosols,
- Europa 2, Eole 2.

Le site est gardienné 24h/24, il fonctionne en 3*8 du lundi au dimanche. Environ 300 personnes sont présentes sur le site, en intégrant le personnel intérimaire.

L'établissement est classé sous le régime SEVESO Seuil Haut. Le risque principal est l'incendie.

Les activités sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral en date du 6 juillet 2009, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PC 2 : contenu étude hydrogéologique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.2°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	PC 3 : ouvrages de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.3°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	PC 4 : prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.4°	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : étude hydrogéologique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.1°	Sans objet
5	PC 5 : résultats autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.5°	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 3 mars 2026 a porté sur l'autosurveillance des eaux souterraines.

Il a été relevé 4 non-conformités portant sur l'absence de la formalisation d'un plan de surveillance comprenant notamment l'ensemble des critères retenus pour l'identification d'un impact, l'absence de repère sur le piézomètre 3 et de nivellement sur l'ensemble des ouvrages.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de justifier le nivellement des piézomètres par un géomètre, sur la purge et le devenir des eaux ainsi que sur les résultats d'analyses de l'ensemble des paramètres lors de l'état zéro.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : étude hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.1°
Thème(s) : Risques chroniques, étude hydrogéologique
Prescription contrôlée : Une surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable considérant le contexte naturel compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation, les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier est mise en place.
Constats : L'exploitant a présenté l'étude hydrogéologique préalable du 19 mars 2012 réalisé par la société Ginger CEBTP. Cette étude s'appuie sur une étude géotechnique réalisée également par la société Ginger CEBTP (rapport NAM2.B.798). Lors de cette étude, trois forages ont été réalisés sur site. L'étude hydrogéologique préalable prend en compte le contexte géologique et hydrogéologique ainsi que les risques naturels.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : contenu étude hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.2°
Thème(s) : Risques chroniques, contenu étude hydrogéologique
Prescription contrôlée : L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier : -le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à

surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;

-les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;

-la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Constats :

L'étude définit la nappe de la Craie comme nappe d'eau souterraine à surveiller. La direction de la nappe au niveau du site s'effectue du nord-ouest vers le sud-est en direction de l'Oise.

L'exploitant ne dispose pas de plan de surveillance propre à la surveillance de la nappe de la Craie.

Non-conformité n°1 : l'exploitant ne dispose pas d'un plan de surveillance propre à la surveillance de la nappe de la Craie.

Cependant, la plupart des informations, qui doit être intégrée dans le plan de surveillance, se trouve dans l'étude hydrogéologique préalable ou dans les rapports d'autosurveillance :

- L'étude hydrogéologique préalable préconise la mise en place de quatre ouvrages de surveillance : deux en amont hydraulique (PZ1 et PZ2) et deux en aval hydraulique (PZ3 et PZ4). Les quatre ouvrages de surveillance ne seraient pas alignés ;

- Les protocoles d'échantillonnage (prélèvement et mesure) et d'analyse sont indiqués dans les rapports d'autosurveillance ;

- L'étude hydrogéologique préalable indique les paramètres pertinents à mesurer dans le cadre des analyses "pollution chronique" : HCT, BTEX, Plomb, pH, CDT, T°C, DCO (<300 mg/l), DBO₅ (<100 mg/l) et MES (<100 mg/l) ;

- L'étude hydrogéologique préalable indique les paramètres pertinents à mesurer dans le cadre des analyses "pollution accidentelle (hors engrais)" : HCT, BTEX (benzène), HAP (16 composés), PCB (7 congénères réglementaires), solvants chlorés (Naphtalène, COHV), 8 métaux toxiques (cadmium, mercure, chrome, arsenic, cuivre, nickel, zinc, plomb), pH CDT, T°C ;

- L'étude hydrogéologique préalable indique les paramètres pertinents à mesurer dans le cadre des analyses "pollution accidentelle (engrais)" : NTK, NO₃, PO₄, P_{total}, DCO, DBO₅, pH, CDT et T°C ;

- Concernant les analyses "pollution chronique", le rapport de contrôle des eaux souterraines de 2025 mentionne les critères retenus pour la température (T°C <25°C), conductivité (CDT <110 µS/cm), Plomb (<10 µg/L) ;

- La surveillance des eaux souterraines consiste en une campagne de deux prélèvements annuels sur les quatre piézomètres pour les analyses "pollutions chroniques" et d'une analyse à l'état zéro puis une fois tous les ans pour les analyses "pollutions accidentels (engrais ou non)".

Non-conformité n°2 : Il n'est pas spécifié de critères retenus pour l'identification d'un impact, lors dans le cadre des analyses "pollution chronique", pour les paramètres suivants : pH, Hydrocarbures totaux et BTEX.

L'étude prend en compte les produits stockés et propose la fréquence d'analyse suivante : une analyse à l'état zéro puis une fois par décade (page 19 de l'étude).

Les paramètres à prendre en compte sont listés page 20 de l'étude.

Il s'agit des paramètres suivants :

- HCT, BTEX (benzène), HAP (16 composés), PCB (7 congénères réglementaires), solvants chlorés (Naphthalène, COHV), 8 métaux toxiques (cadmium, mercure, chrome, arsenic, cuivre, nickel, zinc, plomb, pH CDT, T°C, NTK, NO₃, PO₄, P_{total}, DCO, DBO₅.

L'ensemble de ces paramètres n'est pas repris dans les analyses de 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : il est demandé à l'exploitant de disposer d'un plan de surveillance propre à la surveillance de la nappe de la Craie sous 30 jours.

Demande d'action corrective n°2 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les critères retenus pour l'identification d'un impact lors des analyses "pollution chronique" pour les paramètres suivants : pH, Hydrocarbures totaux et BTEX sous 30 jours.

Demande de justificatifs n°1 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de l'autosurveillance dans le cadre des analyses "pollution accidentelle (engrais ou non)" réalisées à l'état zéro pour les paramètres visés page 20 de l'étude hydrogéologique préalable sous 30 jours. Les critères retenus pour l'identification d'un impact sont également attendus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : PC 3 : ouvrages de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.3°

Thème(s) : Risques chroniques, ouvrages de surveillance

Prescription contrôlée :

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de

pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence de 4 piézomètres :

- PZ1 au nord-ouest ;
- PZ2 au sud-est ;
- PZ3 au sud-ouest ;
- PZ4 au nord-est.

Les numéros des piézomètres 1, 2 et 4 sont inscrits sur leur base en béton (sauf pour le PZ3).

Non-conformité n°3 : le piézomètre 3 n'est pas repéré sur le site.

De plus, il a été constaté que le piézomètre 1 disposait d'un cadenas de type tricoise qui n'était pas fermé.

Les positions et longueurs des crépines sont reprises dans le dossier de "mise en place des piézomètres" du 13 mai 2013 par la société SOCOTEC. Chaque piézomètre dispose d'un dossier technique précisant les positions et longueurs des crépines ainsi que des coupes techniques et géologiques.

La numérotation des piézomètres est différente entre le dossier de "mise en place des piézomètres" de 2013 et les rapports d'autosurveillance de 2025. Le PZ2 et le PZ4 sont inversés. L'emplacement du PZ3 est également différent entre ces deux documents.

Lors de la visite, l'exploitant ne savait pas si les ouvrages avaient été nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement français.

Néanmoins, le repère du nivellement n'est pas identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage.

Non-conformité n°4 : le repère du nivellement n'est pas identifié de manière pérenne sur les têtes des ouvrages.

L'exploitant a transmis par mail du 11 mars 2026, un récépissé de déclaration du 9 mars 2026 concernant l'inscription des ouvrages à la Banque du sous-sol du BRGM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 : il est demandé à l'exploitant de repérer le piézomètre 3 sur le site sous 30 jours.

Demande d'action corrective n°4 : il est demandé à l'exploitant d'identifier de manière pérenne le repère du nivellement sur les têtes des ouvrages sous 3 mois.

Observation n°1 : il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le cadenas du piézomètre 1 soit fermé.

Observation n°2 : il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la cohérence de la numérotation des piézomètres, notamment PZ2 et PZ4. En effet, la numérotation est différente entre le dossier de "mise en place des piézomètres" de 2013 et les rapports d'autosurveillance de 2025. Ceci est à prendre en compte également lors des déclarations GIDAF.

Demande de justificatifs n°2 : l'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier si les ouvrages ont été nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement français sous 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PC 4 : prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.4°

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements

Prescription contrôlée :

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Constats :

L'exploitant a présenté les deux derniers rapports d'autosurveillance des eaux souterraines (27 mars 2025 et 20 octobre 2025) réalisé par la société Bureau Veritas.

Les normes suivantes sont utilisées :

- NF X 31-615 Qualité du sol - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines ;
- Normes NF EN ISO 5667-1, NF EN ISO 5667-3 et NF EN ISO 5667-11 concernant la qualité de l'eau
- Échantillonnage ;
- FD T90-524 : Contrôle qualité - Contrôle qualité pour l'échantillonnage et la conservation des eaux.

Le rapport de contrôle du 27 mars 2025 mentionne en page 4 que "dans le cadre des prélèvements piézométriques, les prélèvements ont été effectués après une purge de l'eau contenue dans l'ouvrage". Il est également mentionné en page 6 le volume purgé pour chaque piézomètre (varie entre 193 et 228 litres). Or en annexe 3, il est mentionné qu'aucune purge n'a été réalisée au vu du volume d'eau trop important dans les piézomètres. Des incohérences sont relevées. L'exploitant ne sait pas si une purge est faite ou non. L'exploitant ne sait pas où sont envoyées les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel...).

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique a été réalisée lors des campagnes en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n°3 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs concernant la purge des ouvrages avant le prélèvement ainsi que les justificatifs permettant de connaître la destination des eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel...) sous 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : PC 5 : résultats autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65.I.5°

Thème(s) : Risques chroniques, résultats autosurveillance

Prescription contrôlée :

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la

série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

En cas de pollution des eaux souterraines du fait des activités de l'exploitant, les dispositions relatives à leur surveillance relèvent non plus du présent article mais de l'article 65 bis du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant mentionne n'avoir jamais eu d'anomalies lors des campagnes d'autosurveillance des eaux souterraines.

L'exploitant a transmis sur GIDAF les résultats d'autosurveillance des années 2024 et 2025. Aucun autre résultat n'a été transmis entre 2017 et 2024. Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF pour les années 2017 à 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°3 : Il est demandé à l'exploitant de compléter GIDAF pour les années 2017 à 2024 en tenant compte des bons numéros de piézomètres.

Type de suites proposées : Sans suite